EXTRÊMES DROITES & L'AMERIQUE LATINE

Il y a quelques années, presse, universités, observateurs attentifs, associaient l'Amérique latine à gauche et progrès. Certains s'étaient risqués à parler d'un cycle de gauche. Je dis risqués, parce que cela paraissait annoncer un mouvement susceptible de tourner en sens inverse, vers la droite. En effet le constat que l'on peut faire aujourd'hui est celui d'élections qui majoritairement, portent dans les palais présidentiels des candidats de droite et même bien davantage d'extrême-droite. Jair Bolsonaro au Brésil en 2018, Javier Milei en Argentine en 2023, Nayib Bukele au Salvador en 2024, Santiago Peña au Paraguay en 2024, Daniel Noboa en Équateur en 2025. Au Chili l'extrême droite est arrivée en tête à l'élection d'une Assemblée Constituante en 2023.

Nouveaux Espaces latinos et la ***Fondation Jean Jaurès*** ont jugé opportun d'ouvrir un débat en croisant un certain nombre de témoignages venus d'Amérique latine, mais aussi d'Espagne et de France. On trouvera donc ci-après les points de vue, tout aussi pluriels que le sujet, de Jean **Jacques Kourliandsky**, coordinateur du dossier, Directeur de l'Observatoire Amérique latine de la Fondation Jean Jaurès, de **Juan Luis Conde**, éminent philologue, et professeur à l'université complutense de Madrid, qui propose une lecture thématique des discours de l'extrême-droite, **Eolo Diaz-Tendero**, directeur de la Fondation chilienne *Horizonte Ciudadano*, présente sa vision de la montée en puissance de forces d'extrême-droite dans son pays, **Juan Gabriel Tokatlian**, professeur de relations internationales de l'université *Torcuato di Tella*, à Buenos Aires, propose une réflexion sur les fondements idéologiques de la politique extérieure du président Javier Milei, le journaliste et politiste italien, **Giancarlo Summa**, ancien directeur de la communication de l'ONU à Rio de Janeiro, México et Dakar, présente dans son article les conséquences internationales destructrices de l'arrivée au pouvoir de chefs d'État radicalement à droite aux États-Unis et en Amérique latine..

Nouveaux Espaces Latinos
Revue & Siteweb

ÉMERGENCE D'UNE UNION DES EXTRÊME-DROITES

Assiste-t-on de Buenos Aires à Washington en passant par Quito et Rome à un cycle d'extrême-droite ? L'hypothèse peut être formulée et argumentée, mais n'est pas totalement convaincante. La réalité est composite et ne présente pas d'uniformité absolue. Au mieux, elle permet de discerner des tendances, et beaucoup d'exceptions. Au Brésil, Jair Bolsonaro a été battu par un progressiste, Lula da Silva, en 2022. Une présidente de progrès, Claudia Sheinbaum, a succédé à un président appartenant à la même mouvance, Andrés Manuel Lopez Obrador, au Mexique en 2024. Un homme de gauche, Yamandu Orsi, a été élu président d'Uruguay en 2024.

Une série de consultations s'annonce les prochains mois : législatives en Argentine, présidentielles en Bolivie, au Brésil, au Chili, en Colombie. A l'exception du cas argentin, les sortants sont dans les autres pays des personnalités progressistes. À défaut de pouvoir lire le marc de café électoral, et donc dans l'incapacité d'annoncer un quelconque pronostic, force est de constater une mobilisation particulièrement forte des droites extrêmes dans tous ces pays. La victoire de Donald Trump, candidat classable à l'extrême droite, aux États-Unis, puissance dominante non seulement en Amériques, mais aussi bien au-delà, a incontestablement joué un rôle mobilisateur On note une aspiration des leaders d'extrême-droite, au pouvoir comme dans l'opposition, d'Amérique et d'ailleurs, d'Europe notamment, vers la Maison Blanche et Mar-a-Lago, résidence en Floride du président Donald Trump.

Cette articulation consentie a été facilitée par la réactivation d'une sorte d'internationale des extrême droites datant de l'époque Reagan, créée en 1974 par des républicains radicaux, la CPAC (Conférence d'action politique conservatrice nord-américaine). L'impact transnational de ces coopérations a été élargi par diverses initiatives européennes : les groupes constitués au parlement européen à la droite de la droite dite classique, et parallèlement l'initiative prise par la nouvelle extrême-droite espagnole, le parti Vox. Vox, en 2019, a inventé « l'ibérosphère », espace regroupant initialement les nouvelles extrêmes droites espagnole, latino-américaine, ultérieurement étendu au reste de l'Europe. Au fil de rendez-vous croisés et réguliers, entre ces deux organisations, un certain nombre de partis et mouvements transatlantiques ont bâti un réseau censé les aider à trouver des dénominateurs communs et faciliter l'accès au pouvoir des uns et des autres.

Pour mémoire ont participé à ces rencontres, des républicains nord-américains, comme **Roger Severino**, cadre de l'Heritage Foundation, et d'Amérique latine, La Liberté Avance (LLA) de l'Argentin **Javier Milei**, la famille de **Jaïr Bolsonaro**, articulatrice au Brésil d'un courant sans structure partisane stable, le Parti Républicain du Chili avec **José Antonio Kast**, l'écrivaine cubaine **Zoé Valdés**, des « panistes » mexicains, le Centre démocratique colombien d'**Alvaro Uribe**, l'**Equatorien Daniel Noboa**, le maire de Lima, **Rafael Lopez Aliaga**, **Nayib Bukele** du Salvador, des opposants vénézuéliens, comme **Maria Corina Machado** et **Antonio Ledezma**. Y ont participé d'Europe, au-delà du parti espagnol Vox, des personnalités de la droite du Parti Populaire espagnol, **Giorgia Meloni** pour l'Italie, **Marine Le Pen** et plus régulièrement **Marion Maréchal** et **Éric Zemmour** pour la France, le portugais **André Ventura,** le Hongrois **Viktor Orban**, les Polonais **Lech Walesa** et **Mateusz Morawiecki**. Hors de ce cercle transatlantique l'israélien **Amichaï Chikli** a participé à ces activités de façon relativement régulière.

Une extrême-droite au pluriel

Le périmètre de ces rencontres a varié. Certaines formations participent de façon régulière, d'autres le font à la carte. Le contenu des textes écrits par des intellectuels d'extrême-droite est tout autant polyphonique. L'argentin **Agustín Lage**, auteur prolifique, lu et écouté par Javier Milei, défend les valeurs de l'anarchisme libertarien. **Olavo de Carvalho** inspirateur du programme de Jair Bolsonaro en 2018, a condamné les gauches comme anti-chrétiennes, et gramsciennes, au nom de l'évangile de Saint Jean. *« Ces dernières trente années »*, pouvait-on lire dans le programme pour les présidentielles de Jair Bolsonaro, en 2018, *« le marxisme culturel et ses dérivations comme le*

gramscisme se sont unis aux oligarchies corrompues pour saper les valeurs nationales et familiales brésiliennes ». Après sa victoire présidentielle de 2019 son ministre des affaires étrangères, **Ernesto Araujo**, a « produit » une sorte d'exégèse résumant les fondements de la pensée du nouveau régime. Rien de tout cela chez Javier Milei qui a pris la plume pour théoriser sa pensée ultralibérale et antiétatique, comme chez ses maîtres à penser, qui proposent au contraire d'**Olavo de Carvalho**, une captation ultradroitière de Gramsci.

Comme la gauche, ou les gauches, la droite, les droites sont parcourues de lignes de fractures et de contradiction. Au point que l'un des rassembleurs du parti le plus allant, membre de Vox, **Jorge Buxadé**, a publiquement admis que tous ceux qui répondent aux invitations ne sont pas nécessairement compatibles les uns avec les autres, sauf sur un point, ils veulent tous accéder au pouvoir, en renvoyant les gauches dans l'opposition. Certains en effet les yeux dans le rétroviseur ciblent un ennemi sociétal et défendent la perpétuation des valeurs familiales traditionnelles, trouvant dans la religion chrétienne, sa légitimité. Cette défense est chez les mêmes couplée sur une dénonciation et une diabolisation du communisme athée, parfois de façon plus floue du socialisme. On trouve dans ce camp, le bolsonarisme en Amérique latine et Vox en Europe. Les cadres religieux de l'évangélisme et plus particulièrement le pentecôtisme, sont l'une des composantes actives de l'extrême-droite brésilienne . Tandis que Vox s'appuie sur les secteurs conservateurs de l'Église catholique. Mais les religions, quelles qu'elles soient ne font pas l'objet d'instrumentalisations concertées de la part d'autres extrêmes-droites, qui se veulent neutres ou laïques, comme le Rassemblement national en France.

La place des femmes dans la société agite beaucoup, mais ici encore pas toutes les formations radicales réactionnaires. La droite du Parti Populaire espagnol et le Parti Républicain du Chili ont organisé à Madrid le 2 décembre 2024, dans une salle du Sénat, une rencontre internationale pour la famille et contre l'avortement. Les participants venus de 45 pays, étaient pour l'essentiel, nord et sud-américains et européens . En revanche si certains alliés de Javier Milei, comme **Victoria Villaruel**, sa vice-présidente , les Bolsonaro, sont en accord avec ces orientations, Javier Milei, n'y attache pas une importance centrale, sinon tactique et électorale. En Europe le Rassemblement national français n'a pas mis les dissidences sexuelles au centre de ses préoccupations politiques non plus.

Le nationalisme est également interprété de façon diverse, voire contradictoire. Il est pour les Espagnols de Vox interprétable au pied de la lettre. Vox a été créé pour défendre l'unité nationale espagnole, contre ceux qui la remettent en cause, en Catalogne et au Pays-Basque. **Donald Trump** aux États-Unis défend un nationalisme impérial, affichant une appétence annexionniste à l'égard de ses voisins, latino-américains (canal de panama), canadiens et danois (Groenland). Les autres extrême-droites ne partagent pas ce caractère.

Le combat contre les migrants tout à la fois rassemble et divise. Il est en effet central pour les Européens, Donald Trump aux États-Unis, ainsi que pour l'extrême-droite chilienne. Ce rejet est associé généralement à l'insécurité, à la criminalité générale et au trafic de stupéfiants. En revanche pour les Bolsonaro, Javier Milei et Daniel Noboa, si la bataille contre la délinquance et la sécurité est centrale, elle n'est pas liée à des migrations jugées indésirables. Les migrations ne sont pas une thématique qu'ils instrumentalisent. Le traitement réservé par la Maison Blanche aux étrangers, en particulier latino-américains, prime sur toute autre considération, fût-elle idéologique. Les ressortissants vénézuéliens, qu'ils soient délinquants, sans papiers, amis ou opposants du régime de Nicolas Maduro, sont traités avec la même rigueur et une xénophobie identique. Sauf pour ceux d'Amérique centrale comme le Salvador, à monnayer l'accueil non seulement de leurs nationaux, mais aussi de ressortissants d'autres pays, dans leurs centres pénitentiaires.

Le nationalisme économique est perçu de manière totalement opposée par les uns et les autres. Pour Donald Trump il implique une défense becs et ongles d'intérêts commerciaux et économiques, la mise en œuvre d'une politique protectionniste, indifférente aux amitiés idéologiques. À l'autre bout du spectre des extrêmes-droites Javier Milei est au contraire un fondamentaliste du libre-échange, disciple et zélateur de **Friedrich Hayek** et des économistes autrichiens apôtres du dépérissement de l'État et de la régulation suprême assurée par le marché. Ce dernier point favorise les chocs interétatiques et sape les solidarités idéologiques. C'est ainsi que Vox se trouve en porte à faux en Espagne où le Parti Populaire a pris ses distances avec les choix économiques de Donald Trump. On note le même embarras au Rassemblement national en France. Le nationalisme économique gêne également les extrêmes droites latino-américaines et ce d'autant plus qu'elles ont aussi à gérer l'expulsion de leurs nationaux par les autorités de Washington.

Cette diversité peut être verbalement surmontée de façon créative, mais sans contenu concret, comme l'a fait l'économiste espagnol, **Jesus Huerta de Soto**, qui, reçu par son ami Javier Milei, a déclaré au lendemain de la mort du Pape argentin, *« François depuis l'au-delà pourra voir que l'antéchrist c'est l'État »*. Seule certitude, la montée des extrêmes-droites est génératrice dans sa diversité et ses concurrences de désordres internationaux porteurs de graves incertitudes.

Jean Jacques KOURLIANDSKY
Directeur de l'Observatoire Amérique latine de la Fondation Jean Jaurès

EXTRÊME-DROITE
LE DISCOURS DE LA NOUVELLE SERVITUDE

L'influence grandissante de l'extrême-droite n'est pas une idée en l'air mais un fait incontestable. Pourtant il y a matière à réflexions. En premier lieu il faudrait situer cette montée en puissance dans ce que j'appellerai le territoire de l'OTAN, en raison du fait que le reste du monde sait comment survivre sous un régime d'extrême-droite, qu'il soit autoritaire et patriote, lié au capitalisme. Ce qui sidère avec l'ascension des extrême-droites est son lien avec l'eurocentrisme et l'otano-centrisme. Nos inquiétudes, ne peuvent que susciter l'indifférence des victimes des dictatures que nos pays ont soutenu historiquement d'un bout à l'autre de la planète, qui aujourd'hui marmonnent : « Bienvenus ! ». Cette ascension de l'extrême-droite ressemble à une vengeance de ceux que nos démocraties ont fait souffrir.

Illuminés par son karma, il faut prendre en compte le figuratif des identifications politiques. Si on oublie que les étiquettes, *« gauche »* et *« droite »*, qui dominent le langage politique depuis la révolution française, ne répondent ici et maintenant qu'à une pure métaphore spatiale, on court le risque de s'illusionner et en conséquence d'interpréter le phénomène comme un simple glissement des idéologies de pouvoir sur un axe horizontal vers ses extrêmes. Ce glissement n'existe pas, car un tel axe horizontal n'existe pas. Mais ces derniers temps il é été à l'origine de l'illusion qu"un *« centre »*, situé à équidistance de deux extrêmes est occupé par une option *« modérée »*. Cela dit, la formulation ironique *« d'extrême-centre »*, création si je ne me trompe pas de **Tarik Ali**, permet de dévoiler l'erreur. Le pouvoir est toujours *« au centre »*.

Tout devient plus clair si on regarde la politique comme des déclarations faites sur le statu quo. Toute philosophie ou idéologie d'ambition publique doit en préalable de façon inéluctable procéder à une déclaration sur l'ordre existant : quelles que soient ses idées s'il ses propositions sont vues menaçantes pour ce statu quo, s'il a l'intention de l'altérer sous une forme ou sous une autre, il sera catalogué immédiatement de *« radical »* ou *« extrémiste »*, condamné comme irréaliste ou dangereux ; en revanche si son credo déclare clairement qu'il ne prétend pas mettre en danger l'ordre existant il sera alors qualifié de *« modéré »*, *« dialoguant , ou « centriste »*, et pris en considération. Ce statu quo ne concerne pas seulement le système économique en lui-même, mais aussi les positionnements relatifs des citoyens, leur accès aux privilèges qu'offre ce système.

C'est dans ce contexte que l'on a pu parler de *« centre droit »* ou de *« centre gauche »* pour définir les options politiques européennes dominantes depuis la seconde guerre mondiale. L'une comme l'autre ont démontré leur parfaite adéquation avec le capitalisme. Leurs différences se sont exprimées dans un cadre consensuel au discours évolutif. Les premières années européennes de l'après-guerre, on a vu la Démocratie chrétienne (le « centre droit ») accepter des avancées sociales (en matière de santé et d'éducation publiques, de droit à la retraite, de progressivité de l'impôt) qui relevaient d'un discours dominant keynésianiste ou social-démocrate.

Quand le discours a changé, à partir du milieu des années 1970, et de façon plus drastique après la chute du mur de Berlin, la position dominante acquise par le *«consensus de Washington »* et les politiques néolibérales, les partis social-démocrates (le « centre gauche ») ont embrassé avec ce que l'on a appelé Troisième voie théorisée par des travaillistes britanniques l'acceptation en situation extrême ces nouveaux principes (privatisations, dérégulation, baisse de la pression fiscale sur les plus riches, mondialisation, etc.).

Au sein de ce mouvement d'oscillation contrôlée, les extrêmes, dits de *« droite »* et *« de gauche »* ont été des constellations idéologiques exclus par le consensus politique dominant. L'extrême gauche regroupait de façon générale tous les courants opposés au capitalisme, très différents les uns des autres, les uns se situant en dette avec le marxisme, en sympathie avec le « socialisme réel » des pays est-européens, d'autres en héritiers d'un anarchisme résiduel. Certains de ces courants, marxistes pour la majorité, iront jusqu'à défendre dans les années 1970-1980 la lutte armée, greffant pour quelques-uns occasionnellement leur idéologie avec celles de nationalistes, comme cela est arrivé en Espagne avec l'ETA.

Le dernier soubresaut de cette gauche extrême - sans doute le plus prometteur - a coïncidé avec le mondialisme néolibéral, quand les mouvements dits des *« indignés »* ont encouragé l'occupation d'espaces et de lieux publics. En Espagne ce mouvement est né grosso modo le 15 mai 2011 (15 M). Il a donné naissance à ***Podemos***, plate-forme politique qui arrivera à accéder au pouvoir en coalition. Justice, police, médias, ont agi alors de façon convergente pour décapiter ce mouvement, le décaféiner, et le renvoyer à l'inexistence politique. Le projet actuel de ***Sumar***

DR

en est l'ultime lueur. Le message est clair : le système n'admet pas des alternatives de gauche, le statuquo consolidé dans le post-franquisme.

Il y a eu d'autres tentatives identiques en d'autres lieux. Mais les dommages et commotions provoqués par un demi-siècle de néo-libéralisme sont toujours là et n'ont pas disparus, au contraire ils ont été aggravés par l'échec de la mondialisation. La nouvelle étape, post néo-libérale est celle du *« fascisme économique global »* qui a indigné **John Berger** et dérange la droite radicale comme il faut, avant tout anti cosmopolite et chauviniste. Afin de perpétuer ces tensions dans un contexte de légitimation du nationalisme, on a réactualisé un appareil idéologique resté en stand-by depuis la seconde guerre mondiale, considéré comme un tabou politique inacceptable, hérité de ceux qui avaient perdu la guerre : l'extrême-droite du fascisme et du nazisme européens. Peut-être que la meilleure explication de ce phénomène ascendant en Europe et aux États-Unis, alors qu'en Espagne gouverne une coalition de gauche, est qu'ici (en Espagne) nous avons reçu l'extraordinaire vaccin de quarante années de franquisme.

La montée en puissance des « extrêmes-droites relève d'une essence différente à celle des extrêmes gauches. Elle ne présente pas une vraie menace pour le statu quo capitaliste, et constitue en réalité le dernier bastion de défense des privilégiés. On peut le constater de façon évidente aux États-Unis où ce courant est dirigé par les personnes les plus riches du pays. Mais pour canaliser le mouvement d'indignations et s'inscrire dans la révulsion citoyenne à l'égard de la culture politique, il a adopté une attitude de défi en apparence anti-establishment. Ce qui lui a valu sa qualification d'extrémiste. Pour en arriver là il y a eu un transfert du concept d'élites de la propriété économique (la richesse) vers l'éducation. Avec comme objectif de faire occuper le lieu haï d'élites par les intellectuels, les artistes, les scientifiques, les professeurs, et les personnalités de la culture. Ils sont le 1 % rejeté pour les extrêmes droites. A travers eux les nouveaux cavaliers de l'Apocalypse identifient la diversité culturelle, et raciale, les discriminations positives, le cosmopolitisme, l'idéologie *« du genre »*. Et d'aucune manière l'accumulation du capital.

Cohérences et incohérences

On a ainsi constaté des mouvements paradoxaux et imprévus. L'origine la plus inspirante de la nouvelle extrême-droite est le représentant politique le plus signalé par la vieille extrême-droite : l'État d'Israël. Les nouvelles extrêmes droites, qu'il s'agisse du **Brésil bolsonariste**, l'Argentine de **Milei**, la Hongrie d'**Orban**, sans oublier les États-Unis, quand elles prennent la rue le font avec le drapeau israélien. Le nouveau bouc émissaire, en plus des homosexuels, des transsexuels ou les minorités raciales de chaque pays, sont les arabes et musulmans du monde. Le racisme constitue la moelle profonde de l'identité collective du territoire OTAN, bien que l'idéologie véritablement la plus antisémite accuse ses détracteurs d'antisémitisme.

En Amérique du Nord l'ingrédient de l'irrationalité religieuse a été porté à ébullition par la confluence quasiment contre nature des églises évangélistes et des lobbies sionistes. Le vieil impérialisme euro-américain avait brandi au cours des années néo-libérales un agenda fondé sur l'esprit des Lumières et du progressisme, pour avancer. Les interventions humanitaires ont été son fonds de commerce : on l'a vu avec l'invasion de l'Afghanistan justifiée pour secourir les femmes. Israël a masqué son projet colonial et suprémaciste en l'enveloppant d'un drapeau arc en ciel. Le nouvel impérialisme n'a pas besoin de ces déguisements. Il agit à face découverte, sans vergogne, et en tant que tel il réclame son dû au nom de ses droits et de ses pouvoirs. Au sein d'un monde d'indignés et de post-indignés les extrêmes-droites se sont renforcées en polémiquant avec tous les collectifs minoritaires, à l'exception d'un seul, celui des brutes, qui les alimentent.

Le jargon de l'extrême-droite aujourd'hui est un mélange étrange de concepts usurpés (comme dirait **Benjamin Constant**) à la décence publique des Lumières sur un ton de sincérité -de fait- brutale convertissant le langage politique en un simple décorum. Le nouveau langage politique a abandonné la modeste hypocrisie (la discrète trahison de ses principes) pour se situer à mi-chemin du cynisme et du sarcasme, voire en certains cas, frôlant l'ironie la plus décomplexée. Les borborygmes verbaux d'un **Donald Trump** paraissent répondre à la maxime, *« si ça marche tant mieux, sinon c'était une blague »*. Il se contredit avec naturel, conscient que tout personnage fort et médiatique est trop brouillé pour exiger une quelconque cohérence.

J'ai suffisamment exposé dans d'autres écrits sur le concept de liberté, pour en parler ici de façon détaillée. Ce cri est plus aigu et fréquent sortis des lèvres d'amis de la dictature . Autre exemple de ces usages incongrus en cris d'orfraie celui du deuxième terme des révolutionnaires français, *« égalité »*. Il a en Espagne été manipulé et brandi de façon menaçante par les droites afin de dénigrer les accords négociés par le gouvernement de coalition sur les contentieux catalans (amnistie, particularisme fiscal, etc. ...).

L'accusation au nom de *« l'inégalité »* entre territoires s'est bien gardée de ne pas faire mention de l'inégalité réelle, celle qui stratifie la société en classes, l'inégalité sociale qui vertèbre le capitalisme. Ceux qui avec le plus grand enthousiasme adhèrent aux inégalités de fortune et de privilèges, et en sont les représentants, parlent d'une équité corsetée dans un code permettant de sous-entendre qu'ils sont les maîtres du jeu, tout en entrainant derrière eux les sans culottes. On pourrait dire à ce stade que le seul terme révolutionnaire que (l'extrême-droite) n'a pas coopté, et ne cooptera pas est celui de *« fraternité »*.

Cette réalité n'a rien d'improvisé. L'extrême-droite a entamé sa réflexion, sa contre-offensive, après mai 1968, considérant qu'il était temps d'engager une guerre culturelle contre une gauche qui la débordait et l'acculait. Ils se sont convertis en élèves brillants du mouvement critique initié par **Michel Foucault**, philosophiquement connu comme celui de la post-modernité : la corrosion du langage. Foucault a ouvert une boite de Pandore en dénonçant le caractère fictif de la solidité apparente des concepts sociaux bourgeois, fondé sur un usage instrumentalisé du langage. Il a dénoncé les pieds d'argile des grands mots et la relativité de leurs sens. Il a mis à jour ainsi une autre réalité, de second ordre selon **Paul Watzlawick**, une réalité pur produit de la communication, profondément et inextricablement mêlée au réel authentique. Les think tanks et fondations d'extrême-droite ont abondé dans cette direction insistant sur le côté émotionnel du langage en se lovant comme un poissant dans l'eau d'un sol boueux.

On parle beaucoup des réseaux sociaux et des nouveaux moyens de communication. Il est vrai (et c'est quelqu'un qui n'en utilise aucun qui le dit) que les nouveaux moyens de communication ont joué un rôle de caisse de résonnance idéal pour ce courant prolifique mais lent. La nouvelle centralité du marché a cela dit, offert une capacité énorme de propagation, sans rien fabriquer de nouveau. La concordance des intérêts d'une nouvelle caste au pouvoir, rend ces évolutions non seulement acceptables, mais désirables. : le discours de l'extrême-droite est un discours nouveau et centriste, en forme de nouveau sens commun, en vue d'un nouveau statuquo.

L'argent, le capital, sont une étrange substance dotée d'une nature métamorphique : ils muent qualitativement parallèlement à leur croissance quantitative. Dans son acception la plus élémentaire l'argent permet la subsistance. Un peu au-dessus il se transforme en confort. Au-delà il s'identifie au luxe. À partir d'un certain niveau cette substance se convertit clairement et pleinement en pouvoir. Quand cette quantité atteint l'obscénité, son pouvoir est obscène. Les forces débridées par le néo-libéralisme ont permis une concentration de richesses colossale en mains privées. Ce qui a créé comme **Yanis Varufakis** et d'autres ne cessent de le dénoncer, un nouveau féodalisme, avec des seigneurs aspirant à délocaliser leurs châteaux sur d'autres planètes, habitués à ce que l'humanité leur baise les mains, dans l'espoir de quelques monnaies.

Des systèmes complexes ont enseigné à la population à considérer comme un idéal la capacité à séduire et attirer des investisseurs, à écarter la dignité comme une quincaillerie inutilisable aujourd'hui, fabricant une mentalité de servitude. Le néo féodalisme va de pair avec un néo-servage grandissant. Comme l'ont dit les électeurs de Berlusconi (« Il fait ce que je ferais si j'étais lui »), le moteur contemporain des processus électoraux n'est ni l'aspiration à la justice, ni la défense de ses propres intérêts, mais les vies d'autrui. Le nouveau féodalisme obligatoire a configuré une nouvelle servitude, volontaire et même parfois enthousiaste. Le discours triomphaliste des nouvelles extrêmes-droites s'ajuste tout à fait à ce nouvel état du réel.

Juan Luis CONDE
Professeur de l'Université Complutense, Madrid
Docteur en philologie

L'EXTRÊME DROITE DANS LES PAYS DU SUD GLOBAL

CE QUE LE CAS BRÉSILIEN PEUT APPRENDRE À L'OCCIDENT

Le Brésil, en raison de l'importance géopolitique de ce pays, peut servir de loupe pour comprendre la vague conservatrice, la croissance des populismes de droite et la trumpisation de la politique dans le Sud global.

La nouvelle extrême droite peut être définie comme la force politique résultant d'une union grotesque, chaotique et tendanciellement sans limites : un *« monstre de droite »*. Cette construction repose sur des valeurs autoritaires et des modes d'action néolibéraux, mais aussi sur des mystifications de la réalité, des perspectives conservatrices, des peurs et des ressentiments. La montée de l'extrême droite dans le monde entier est marquée par la croyance en l'illimité. Au Brésil, la rupture avec les « règles du jeu démocratique » a été nécessaire pour destituer l'ancienne présidente Dilma Rousseff, emprisonner illégalement **Lula da Silva** et permettre l'ascension électorale du bolsonarisme, principale manifestation de l'extrême droite dans le plus grand pays d'Amérique du Sud. L'élection de **Jair Bolsonaro** peut être considérée comme le résultat du *« monstre chaotique et amorphe »* créé pour renverser un projet politique engagé en faveur de la démocratie.

Au Brésil, deux phénomènes ont favorisé la croissance des mouvements de la nouvelle droite : la tradition autoritaire, dans laquelle est lancée la société brésilienne, et l'hégémonie de la rationalité néolibérale. La force de la tradition autoritaire se manifeste dans la croyance en l'usage de la force pour résoudre les problèmes sociaux les plus divers, dans la méfiance à l'égard du savoir, dans la soumission aux figures du pouvoir, dans la pensée stéréotypée, dans la préoccupation excessive pour la sexualité d'autrui etc. La rationalité néolibérale, quant à elle, peut être comprise comme une certaine manière de comprendre et d'agir dans le monde qui traite tout et tous comme négociables à partir de calculs d'intérêt visant un certain type de profit.

Comme dans tout mouvement visant à la destruction politique de ses adversaires et à la domination économique d'un pays, il a fallu créer une nouvelle réalité pour atteindre l'objectif visé. Changer une réalité signifie, par définition, produire des changements dans les registres symbolique et imaginaire. La réalité nécessaire à la croissance de l'extrême droite est le résultat d'un processus qui implique une profonde désymbolisation et un appauvrissement de l'imaginaire, avec l'introduction de nouvelles idées, de nouvelles images et de nouvelles valeurs qui ont servi à légitimer et à justifier le remplacement d'un gouvernement et d'un mode de vie démocratique. Ainsi, par exemple, il est nécessaire que les gens commencent à relativiser les acquis des Lumières et, dans le même temps, à croire qu'il n'existe aucune alternative à la vague néo-obscurantiste.

Il faut également reconnaître qu'il existe des facteurs conjoncturels et structurels qui doivent être compris pour expliquer la facilité avec laquelle la crise de la démocratie est devenue une occasion de réorganisation des groupes conservateurs et de croissance de l'importance politique de l'extrême droite. La crise de la démocratie, en grande partie résultat du rapprochement pornographique entre le pouvoir politique et le pouvoir économique, a conduit à l'instabilité et à la méfiance envers les institutions démocratiques, qui sont désormais perçues comme des instruments au service des détenteurs du pouvoir économique. La logique de la concurrence, qui régit désormais les relations entre les personnes, a conduit les opprimés à identifier d'autres opprimés comme des concurrents ou des ennemis à vaincre ou à neutraliser.

Au Brésil, les gouvernements dirigés par le Parti des travailleurs, entre erreurs et réussites, avaient réussi à mettre en œuvre des politiques publiques qui ont conduit à une réduction des inégalités dans le pays. Dans un premier temps, le succès populaire du gouvernement du Parti des travailleurs était indéniable. Le président Lula da Silva a terminé son deuxième mandat avec un taux d'approbation de 83 % des Brésiliens, selon un sondage d'opinion réalisé par l'Ibope. Ce n'est pas un hasard si le Parti des travailleurs a remporté quatre élections présidentielles consécutives.

La reconfiguration sociale du Brésil, avec la réduction de la misère et l'amélioration des conditions de vie d'une partie considérable de la population, en particulier des couches les plus pauvres, a suscité une vive réaction de la classe moyenne brésilienne, qui estimait que ses « privilèges »

étaient menacés par l'ascension des classes populaires. Il convient de rappeler que la classe moyenne brésilienne a récemment été définie par une éminente philosophe brésilienne comme « *une abomination politique, car elle tend vers le fascisme ; une abomination éthique, car elle est violente ; et une abomination cognitive, car elle est ignorante* » (**Marilena Chaui**). Il s'agit d'une classe qui méprise les droits, mais aspire à l'extension de ses privilèges.

De même, les politiques du gouvernement PT visant à réduire les inégalités historiques entre les sexes et les races ont suscité chez une partie du prolétariat brésilien, composé d'hommes blancs pauvres, la crainte de perdre leurs seuls « *privilèges* », à savoir le fait d'être des hommes et blancs dans une société séculière raciste et sexiste. D'ailleurs, comme dans diverses parties du monde, le renforcement de l'extrême droite est lié à la manipulation du ressentiment (et de la peur) d'une partie de la population.

Enfin, une multitude de nouveaux consommateurs, favorisés par les politiques d'inclusion sociale mises en œuvre par le Parti des travailleurs, ont commencé à faire de nouveaux calculs d'intérêt typiquement néolibéraux, dans une sorte de mimétisme avec la classe moyenne traditionnelle (conservatrice, raciste, patriarcale etc.), et ont changé d'avis pour rejeter les politiques de réduction des inégalités. À cela s'ajoutent les campagnes menées dans les médias dominants et sur les réseaux sociaux contre les programmes de gauche et les principaux dirigeants du Parti des Travailleurs. Dans une société autoritaire comme la société brésilienne, il a été facile, par exemple, de pointer du doigt la défense des droits humains, promue par le gouvernement du Parti des travailleurs, comme cause de l'augmentation de la violence urbaine.

Dans ce contexte, non seulement le coup d'État parlementaire et médiatique contre l'ancienne présidente Dilma Rousseff a été possible, mais aussi un procès atypique, régi par la logique du spectacle, qui a finalement conduit Lula da Silva en prison. Avec Lula da Silva empêché de se présenter et le massacre médiatique des alternatives de gauche, l'élection de Jair Bolsonaro a été possible. Celui-ci a mis en place un gouvernement axé, d'une part, sur la satisfaction du pouvoir économique et, d'autre part, sur la satisfaction des revendications des secteurs les plus obscurantistes de la population. Cependant, les contradictions présentes dans le projet bolsonariste ont conduit à la défaite de Jair Bolsonaro lors de sa tentative de réélection. Avec cet échec électoral, il ne restait plus au groupe politique de Bolsonaro qu'à investir dans une nouvelle rupture des règles du jeu démocratique, ce qui a abouti à une tentative frustrée de coup d'État en janvier 2023.

Le gouvernement Bolsonaro a été un exemple flagrant de gouvernementalité néolibérale autoritaire, et c'est précisément la nature néolibérale de ses choix politiques qui a exacerbé le malaise social au Brésil, avec l'augmentation du chômage, la destruction des politiques sociales en faveur des couches les plus vulnérables de la population et la réduction drastique des investissements dans la culture, l'éducation et la santé.

En retraçant l'histoire des mouvements d'extrême droite au Brésil, qui n'ont jamais cessé d'exister, on peut affirmer que sans le soutien des groupes économiques qui souhaitaient empêcher la poursuite du gouvernement du Parti des travailleurs, les groupes d'extrême droite n'auraient jamais acquis une importance électorale. C'est la volonté de réduire la « *main gauche de l'État* », pour reprendre la bonne métaphore de **Pierre Bourdieu**, qui a conduit, par exemple, à la rupture du compromis avec la raison et la vérité.

Au lieu d'exploiter politiquement les erreurs, les contradictions et les omissions du gouvernement démocratiquement élu, l'opposition a préféré miser sur la déconstruction de l'image des dirigeants de gauche en renforçant les préjugés et les tendances autoritaires présents dans la société brésilienne. Mensonges, fausses informations, attaques haineuses (notamment misogynes et racistes) et autres actions irrationnelles ont marqué les manifestations populaires qui illustrent la transformation des groupes d'extrême droite en forces politiques importantes au Brésil.

Les débats et l'expression d'idées, même divergentes, nécessaires au bon fonctionnement de la « sphère publique », ne sont possibles que sur la base de fondements rationnels et d'un engagement envers la vérité. Pour atteindre l'objectif de prendre le pouvoir politique, en obtenant le soutien d'une partie de la population (même parmi ceux qui ont été favorisés par les politiques publiques du gouvernement du Parti des travailleurs), un espace s'est ouvert pour le mensonge, l'ignorance et la reproduction des préjugés les plus divers dans la sphère publique. De ce fait, la droite traditionnelle a perdu du terrain et des personnalités liées à l'extrême droite ont gagné en visibilité et en force électorale.

Si le contexte a favorisé la montée de l'extrême droite au Brésil, des facteurs structurels ont également contribué à son renforcement dans le Sud global. Dans le cas du Brésil, le racisme (la naturalisation d'une sorte de hiérarchie entre les personnes) et l'autoritarisme (croyance dans le recours à la force, absence de réflexion approfondie sur la dictature militaire brésilienne, anti-intellectualisme, etc.) ont facilité l'acceptation des discours extrémistes. À cela s'ajoute l'hégémonie de la pensée néolibérale, qui conduit à l'appauvrissement du langage, à la relativisation de toutes les valeurs et à l'adoption d'une logique de concurrence dans toutes les relations entre les personnes, ce qui fait que les opprimés ne perçoivent plus les autres opprimés comme des compagnons potentiels dans la lutte politique, mais comme des concurrents à battre (ou des ennemis à neutraliser).

L'extrême droite brésilienne, comme on l'a vu, a gagné le soutien significatif d'une partie de la classe moyenne mécontente de la perte de ses privilèges économiques et culturels, d'intellectuels qui se sont sentis méprisés pendant le gouvernement du PT, du « troupeau néo-pentecôtiste » orienté par des pasteurs liés à des projets politico-partisans et, surtout, de personnes blanches issues des classes populaires (un segment souvent désigné de ma

DR

nière péjorative sous le nom de *White Trash*) qui pensaient perdre, en raison des politiques affirmatives adoptées par les gouvernements du Parti des travailleurs, les privilèges que leur assurait le racisme brésilien. Cette alliance inédite entre groupes économiques, entreprises, individus, haines et ressentiments populaires s'est construite à partir d'un langage appauvri et d'une vision simplifiée du monde. La « *simplification* » du monde est d'ailleurs une caractéristique de la rationalité néolibérale, cette façon de voir et d'agir dans le monde qui traite tout et tous comme des objets négociables ou jetables.

C'est le désir de visions simplifiées de la réalité qui explique, dans un certain sens, le renforcement, sous l'égide néolibérale, des fondamentalismes religieux et des projets politiques réactionnaires, dans lesquels on recherche la sécurité (« simple » et « transparente ») d'un Dieu qui ordonne et simplifie tout, ou d'un passé mythique, idéalisé, transparent et sans difficultés. Dans le domaine de la religion, ce n'est pas non plus un hasard si la « théologie de la prospérité » et la « théologie de la domination » (« combat spirituel ») gagnent de plus en plus de terrain sous l'hégémonie de la rationalité néolibérale et constituent l'un des principaux éléments d'unification de l'extrême droite parmi les couches les plus pauvres de la population. La « théologie de la prospérité » fait de la religion et de l'Église un marché.

Cela se fait par une « simplification » de la relation entre Dieu et les humains, en la réduisant à un contrat (« Si les individus ont foi en Dieu, celui-ci leur fournira en contre partie sécurité et prospérité »). La « *théologie de la domination* » (*Dominion Theology*), quant à elle, est construite à l'image et à la ressemblance de la « concurrence », ce qui transforme le monde en un « champ de bataille » où se déroule une lutte manichéenne entre le « bien » et le « mal » : d'un côté, les « vrais » chrétiens et, de l'autre, les démons et les êtres humains qui ont fini par être dominés par la force démoniaque. Jair Bolsonaro, un « chrétien » qui défend la torture, a été présenté par les dirigeants religieux comme un soldat (un mal nécessaire) de la lutte du bien contre le mal. La réduction de tout, y compris l'inégalité, l'injustice et la violence, à des effets de l'action démoniaque est une façon de « simplifier » et de rendre « transparente » la croyance selon laquelle le Diable se cache derrière d'autres religions, mais aussi derrière l'intellectualisme, la poésie, les sciences et les arts, pour ne citer que quelques exemples.

C'est également la norme néolibérale qui énonce le devoir de simplicité qui permet des versions simplistes, voire fausses, de l'histoire et des sciences, mais utiles au projet d'extrême droite. La similitude entre simplification de la réalité et diabolisation de la complexité, d'une part, et la diffusion de « faits alternatifs », d'autre part, aide à expliquer la naturalisation avec laquelle sont acceptées les fausses nouvelles (fake news), la fausse science (négationnistes du changement climatique et antivaccins), la fausse histoire (négationnisme de l'holocauste et des tortures dans les dictatures militaires latino-américaines) etc. La version utile, présentée comme une « version simplifiée de la réalité », devient quelque chose de différent de la

vérité. Dans ce mouvement typiquement néolibéral, l'histoire est supprimée ou réécrite de manière *« simplifiée et transparente »* selon les intérêts des détenteurs du pouvoir économique.

Aux côtés du troupeau néo-pentecôtiste, les corporations policières et militaires sont apparues comme les principales responsables de l'adhésion populaire au projet d'extrême droite au Brésil. Parmi les militaires, les policiers et leurs familles, prévaut une lecture idéologiquement biaisée de l'histoire, qui percevait le coup d'État de 1964 et la violence dirigée contre les opposants au régime militaire comme des actions nécessaires pour mettre fin à la menace communiste contre les valeurs chrétiennes et la famille brésilienne. Pour ce groupe de personnes, l'avenir doit être construit à l'image et à la ressemblance de cette vision déformée du passé, dans laquelle les droits fondamentaux sont perçus comme des obstacles à l'efficacité de l'État et le recours tendanciellement illimité à la force est le seul moyen connu pour exercer et maintenir le pouvoir.

Malgré la défaite électorale du bolsonarisme, la menace de l'extrême droite au Brésil semble loin d'être écartée. Le bolsonarisme continue de bénéficier d'un soutien populaire et d'être financé par d'importants secteurs économiques, notamment l'agro-industrie. Heureusement, cette coalition de forces et de perspectives aussi disparates qui composent l'extrême droite brésilienne ne parvient pas à présenter une structure stable, un projet politique cohérent ou un candidat consensuel pour se présenter aux prochaines élections présidentielles. Il convient de rappeler que son principal leader (l'ancien président Jair Bolsonaro) est inéligible.

Les intérêts antagonistes au sein de l'extrême droite sont nombreux et deviennent de plus en plus évidents. Comment concilier les intérêts nationalistes d'une partie des forces armées (qui sont nécessaires pour contenir les « indésirables » aux yeux des idéologues néolibéraux) avec les souhaits des grandes entreprises internationales ? Comment concilier les intérêts des entrepreneurs productifs avec ceux de la bourgeoisie bancaire ? Comment réduire la charge fiscale, alors qu'un État fort est nécessaire tant pour contenir les pauvres et les ennemis politiques du projet d'accumulation néolibérale que pour sauver les institutions bancaires des crises qu'elles génèrent elles-mêmes en prêtant de l'argent qu'elles ne possèdent pas et qu'elles savent (ou devraient savoir) ne pas pouvoir récupérer ? Il y a donc un espoir de freiner l'extrême droite. La question est autre : avons-nous tiré les leçons du passé pour éviter que le chaos autoritaire ne se reproduise à l'avenir ? Et plus encore : existe-t-il une volonté politique de rompre avec l'absence de limites néolibérale pour construire une véritable culture démocratique ouverte à l'autre du savoir et à l'autre de la diversité ?

Rubens CASARA *
Allana MARQUES **

* Magistrat au Tribunal de l'État de Rio, fondateur d*u Mouvement des magistrats de Rio pour la démocratie*, Auteur de "L'État post-démocratique", "La société sans loi"

** Professeure de droit, responsable du département de droit de l'Université de Curitiba, Unibrasil.

DR

CHILI ET L'ÉMERGENCE D'UNE NOUVELLE EXTRÊME-DROITE

L'extrême-droite fait consensus chez les chercheurs chiliens, c'est un phénomène politique nouveau, connaissant un essor certain, électoralement comme dans l'opinion publique, ce qui pose un défi à la démocratie. Avant de caractériser ce phénomène, et proposer des orientations politiques permettant de l'affronter avec succès, il convient de préciser ce que l'on entend par extrême-droite, car il prête à confusions et peut conduire à des conclusions politiques incorrectes.

L'essor des « *extrême-droites* » est un phénomène global, très diversifié et changeant dans son expression politique, sociale, culturelle, et même électorale. Elle n'est donc pas facile à caractériser, de façon à reconnaître sa globalité, tout en identifiant ses particularités, concernant le Chili. L'extrême-droite est l'un des versants d'un secteur surgi au début du XXIe siècle, opposé de façon principale à la droite traditionnelle. Elle lui reproche de ne pas être capable de répondre aux incertitudes nouvelles et au malaise social dérivé de la mondialisation : migrations, chômage, insécurité et érosion de l'autorité entre autres choses. En raison en partie de sa bureaucratisation et oligarchisation dans la classe politique, et d'autre part à son abandon croissant de ses principes identitaires, acceptant des principes progressistes, comme l'égalité de genre ou la tolérance de la diversité sexuelle. De façon complémentaire on remarque dans ses récits une tendance pessimiste envers le futur et une certaine nostalgie des réalités passées.

La nouvelle extrême-droite est moins un projet de développement et bien davantage une réaction culturelle à la phase actuelle d'incertitudes et de peurs sociales. C'est pour cela que les réseaux sociaux constituent son espace d'action privilégié et qu'elle conforte sa capacité à polariser le débat public par des principes apparemment clairs et excluant transmis de manière émotionnelle. La radicalisation discursive de principes comme liberté, nation, peuple, sécurité, plutôt que ses médiations politiques et institutionnelles, justifie le qualificatif de « *droite radicale* ». C'est en ce sens que l'extrême-droite mène une « *bataille culturelle* » afin de reconstruire l'autorité de certains postulats et symboles considérés comme centraux.

L'extrême-droite critique l'oligarchisation de la politique, particulièrement au parlement- mais formellement elle n'est pas anti-démocratique, elle valorise les règles du jeu démocratique pour accumuler et exercer du pouvoir. Habituellement les partis et mouvements sociaux de ce secteur sont dirigés par des chefs personnalistes et s'appuient sur des militants bien organisés. Plus que des populistes ce sont des démagogues qui en général proposent des mesures fondées sur la capacité de décision de leaders forts. La menace des diverses formes prises par l'extrême-droite sur la démocratie, à moyen terme, est moins institutionnelle, et davantage sur l'impact qu'elle a sur la culture politique et le débat social. Son style de gouvernement est une menace car elle propose des solutions qui semblent simples et d'application immédiate, répondant à des émotions sociales, mais qui ont un coût démocratique élevé.

Au-delà de ce cadre générique commun, il faut prendre note qu'il y a de grandes différences entre les « *extrême-droites* » réelles, héritières des caractéristiques politiques, historiques et sociales, de leurs sociétés respectives. Certaines critiquent très directement l'institutionnalité démocratique, plus que d'autres, libertaires pour les unes, nationalistes pour d'autres. Leurs chefs peuvent être plus ou moins autoritaires, plus ou moins démagogues. Certaines passent des compromis avec d'autres partis, et d'autres s'y refusent. D'autre part certaines présentent des propositions de politiques publiques alors que d'autres mettent l'accent sur la « *bataille culturelle* ».

TENDANCES D'OPINION ET ÉLECTORALES FAVORABLES À L'EXTRÊME-DROITE

L'évolution des préférences de la citoyenneté chilienne en direction d'idées et de leaders d'extrême-droite est perceptible à partir de deux types d'indicateurs. Le premier c'est l'adhésion aux idées de l'extrême-droite ; le second ce sont les préférences électorales pour les candidats porteurs de ces idées. Un indicateur communément utilisé pour observer l'orientation en direction de l'extrême-droite est la préférence citoyenne pour les solutions autoritaires données aux préoccupations publiques.

Dans le cas du Chili actuel les données sont ambivalentes. D'un côté selon la prestigieuse enquête sérielle du **Centre d'Études Publiques** (CEP) d'octobre drenier seules 47 % des personnes enquêtées pensent que la démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement, alors que 31 % sont indifférents au type de gouvernement qu'il soit démocratique ou autoritaire. Mais si l'on regarde l'évolution dans la durée, la préférence démocratique à toute autre forme de gouvernement, est tombée de 61 % en 2021 à 47 % comme signalé en 2024. De son côté

l'enquête du PNUD Chile de 2023 signale que 58 % des personnes préfèrent la démocratie, que 19 % sont indifférents et que la préférence autoritaire est de 21 %. Les études de ce dernier organisme international montrent qu'entre 1999 et 2013 la préférence démocratique a augmenté, alors que diminuaient l'indifférence et l'autoritarisme. Pourtant entre 2013 et 2024 l'appui à la démocratie a diminué, mais en des proportions moindres que ce qu'indique l'enquête du CEP-Chile 2024. Quoi qu'il en soit, ainsi que le signale l'enquête du Latinbarometro les données concernant le chili sont comparables à la moyenne des résultats constatés dans les pays d'Amérique latine, en précisant que la rapide descente récemment constatée au Chili pour la préférence démocratique distingue ce pays du reste du continent.

Autre indicateur de préférences autoritaires est un penchant valorisant la sécurité plus que la liberté. Dans l'enquête CEP de septembre 2024 par exemple seules 9 % de la population défend la nécessité de libertés publiques et privées solides, alors qu'une majorité, 73 %, préfère l'ordre public et la sécurité citoyenne. Cette tendance est constante dans la majorité des enquêtes réalisées depuis 2019, avec un accroissement significatif des demandes citoyennes pour plus de sécurité, et non pour plus de libertés et de droits sociaux.

Électoralement on peut analyser l'évolution des préférences vers l'extrême-droite à partir de partis récemment créés comme signalé supra : le Parti Républicain et le Parti National Libertaire. Le Parti Républicain s'est constitué à partir du mouvement Action Républicaine créé en 2018 par José Antonio Kast, parlementaire venu de l'UDI, parti de la droite traditionnelle et réserve de voix du pinochétisme. Le Parti National Libertaire de son côté a été fondé en 2024 par **Johannes Kaiser** et des parlementaires dissidents du Parti Républicain de Kast. **José Antonio Kast** s'était présenté comme candidat indépendant aux présidentielles de 2017. Il avait obtenu un peu moins de 8 % des voix. En lice à nouveau en 2021, comme Républicain, il est arrivé en tête au premier tour avec 28 % des voix. Il a perdu au deuxième tour avec 44 % face au président actuel, **Gabriel Boric**.

Cette croissance rapide des républicains a été confirmé en 2023 aux élections d'un Conseil Constituant. Sa liste est arrivée première avec 35 % des voix. À noter que le rôle prédominant mais conflictuel des Républicains dans ce Conseil, suivi du rejet ultérieur par référendum de son projet constitutionnel, la préférence républicaine a décliné significativement ainsi que le soutien à Kast. Cela paraît expliquer en partie la rapide ascension du Parti National Libertaire de Kaiser, qui a occupé la place d'outsider abandonnée par Kast. Ce dernier a réussi à fonder et légaliser un parti qui a crû au point de se situer dans les enquêtes d'opinion dans les trois premières préférences pour les présidentielles de cette année.

D'autre part cette extrême-droite s'est attachée à renforcer sa présence territoriale au niveau local. Aux dernières élections de ce type, en 2024, le Parti Républicain a récolté 13,7 % des votes et 233 conseillers municipaux, en deuxième position derrière un autre parti traditionnel de droite **Rénovation Nationale** (15,4 %). Dans les Conseils Régionaux (CORE), le **Parti Républicain** qui était celui ayant le nombre le plus faible de quinze représentants après la consultation de 2020, est passé en tête avec soixante élus suivi de Rénovation Nationale avec cinquante-cinq. Le Parti Républicain qui en 2020 n'avait eu aucun maire en a huit depuis les municipales de 2024. À l'élection des gouverneurs régionaux (GORE) de 2020 il n'a gagné dans aucune des seize régions. En 2024, il n'a encore aucun élu, mais est arrivé en tête avec 13,8 % des votes au premier tour, et deux de ses candidats ont été présents au second, dans les régions de O'Higgins et des Lagos.

Comme le montrent ces données les nouveaux partis d'extrême-droite ont acquis un poids électoral et une présence institutionnelle dans le système politique. Ils en sont des acteurs qui comptent. Cela dit en dépit des expectatives créées dans l'opinion publique d'une montée en puissance future, aux dernières municipales et régionales leur avancée a été modérée et n'est pas arrivée à dépasser la somme des voix des pais de la droite traditionnelle, qui contient électoralement les tendances les plus extrémistes. Le phénomène est voisin de celui constaté aux dernières consultations en Espagne, France, et Allemagne, avec une grande différence. Quand le Parti Républicain est parvenu au deuxième tour présidentiel, avec José Antonio Kast, la droite traditionnelle lui a accordé un appui inconditionnel au second tour. Il n'y a pas eu ici de cordon sanitaire.

EXPLICATIONS

L'apparition et l'essor relatif de l'extrême-droite au Chili est le fruit combiné de causes multiples, globales, et locales, culturelles, économiques et politiques. Concernant donc plus particulièrement le Chili, on peut avancer divers facteurs génériques, venant du climat de l'opinion publique, de la stratégie et des personnes à la tête des partis, et aux changements du système électoral ; le tout associé à un certain doute sur la capacité des institutions démocratiques à résoudre les problèmes touchant à la vie quotidienne des citoyens.

Ce qu'on a appelé « *l'explosion sociale* » d'octobre 2019 a impulsé un premier processus de changement constitutionnel, visant à de gros ajustements des modèles politique et de développement, et qui a été à la base du succès électoral du président Boric en 2021, a généré un climat dans l'opinion publique favorable aux demandes et propositions radicales, joint à un optimisme sur leur factibilité. Mais l'échec du processus constituant le climat d'incertitude sur le contrôle de la pandémie du Covid-19, la perception d'insécurité liée à la croissance de la criminalité organisée, les vagues migratoires massives, ont frustré les désirs de changement, et généré une critique acide du monde politique, et une demande populaire de reconstruction des certitudes du quotidien. Il y a eu qui plus est une crise de l'emploi, une hausse des prix, venue des désé

DR

quilibres économiques provoqués par le cycle explosion sociale et Covid. De la sorte que l'on est passé rapidement d'une demande optimiste de changement à la frustration et au pessimisme à l'égard de la politique, ce qui a exacerbé la crise de la représentativité affectant la relation entre politique et société.

Ce scénario a permis à la droite, - qui domine largement le monde des médias - d'imposer une relecture conservatrice des demandes sociales, de développer une *« bataille culturelle »* contre les expressions du monde progressiste et proposer des mesures autoritaires pour assurer l'ordre. L'extrême-droite a bien su profiter de ce scénario, en radicalisant la sensation d'insécurité sociale et en questionnant la faiblesse de la droite traditionnelle face à la culture radicale de gauche. Son discours plus autoritaire et critique que celui de la vieille droite a ainsi trouvé un écho dans les sensibilités sociales. À cela il faut ajouter aussi l'émergence d'un petit nombre de leaders actifs et relativement charismatiques (Kast, Kaiser), qui se sont imposés comme outsiders dans le système politique traditionnel. Ils ont capitalisé par ailleurs la montée internationale de chefs politiques comme Bolsonaro, Bukele, Milei, Ayuso ou Trump auxquels ils se sont associés. Face au malaise citoyen, à la relative inefficacité de la démocratie, pour répondre aux incertitudes et demandes de l'immédiat social, ce type de leaders offre des solutions simples, jointes à des promesses de décision rapide et fortes. Cela dit ces réponses sont plus démagogiques que populistes, car, comme signalé infra, la discipline institutionnelle, est un composant clef de la culture politique chilienne.

Ces facteurs, demande de restauration des valeurs de stabilité institutionnelle et économique, comme les gestions charismatiques et la maîtrise des médias, ne sont pas suffisants pour comprendre la montée de l'extrême-droite si on ne prend pas en compte aussi les conséquences des réformes électorales qui ont de façon indirecte contribué à consolider la présence proprement politique-institutionnelle de l'extrême-droite. En effet la réforme électorale de 2017 a introduit le volontariat du vote et a permis qu'au travers de l'abstention s'exprime la désaffection politique et la critique sociale sans nécessité de participation au système institutionnel. Plus de la moitié des inscrits n'a pas été aux urnes aux élections ayant suivi cette réforme.

En 2022 on est revenu au vote obligatoire, avec la mise en œuvre d'un système proportionnel, qui a fait revenir le malaise social dans le système. Ce qui a sanctionné les sortants et favorisé le vote en faveur d'indépendants, outsiders des partis traditionnels, au discours « polarisant ». De sorte que de façon claire, ces votants récemment intégrés dans le système, obligés de voter, alors qu'ils ne font majoritairement pas confiance aux acteurs politiques traditionnels, se sont sentis mieux représentés par les porteurs de promesses directes, centrées dans les invocations à l'ordre et à la sécurité, que la droite extrême a su positionner de façon efficace.

Finalement au-delà du débat sur la réorientation complexe de l'opinion publique vers des regards ultraconservateurs ou néolibéraux orthodoxes ; ou sur les conséquences parlementaires provoquées par les systèmes électoraux, on trouve à la base de la croissance des droites extrêmes des facteurs révélateurs de phénomènes de plus grand impact, ou résonnance culturelle, mobilisés par le système institutionnel, à partir des phénomènes décrits dans les paragraphes précédents, incarnés par des mouvements, des chefs, en défi ouvert et provoquant envers le système institutionnel.

Dans un tel contexte le facteur de plus grande signification condensant la complexe situation actuelle, s'exprime par une méfiance croissante des citoyens à l'égard des institutions démocratiques et de ses élites, dans la mesure où ils ne les voient pas en volonté et capacité de donner des réponses concrètes et urgentes aux principaux problèmes qui les affectent, traduits aujourd'hui en nouvelles relations sociales mettant en tension les formes classiques de les traiter institutionnellement.

Des phénomènes comme les migrations massives d'origine politique, raciales ou humanitaires ; l'internationalisation de la criminalité, la difficulté des États à construire le bien-être social et l'intégration ; les nouvelles dynamiques du travail imposées par les nouvelles formes d'organisation internationale de l'activité professionnelle ; les pressions que le changement climatique impose aux modes de vie et à la croissance des villes ; les mutations des capacités intellectuelles et de perception du temps générées par l'usage intensif des technologies et de l'IA entre autres, sont des phénomènes que les sociétés peinent à traiter de façon institutionnelle.

C'est sur cette toile de fond que surgissent les options alternatives simplifiant ces phénomènes discréditant le savoir scientifique, relativisant les conquêtes sociales et démocratiques, proposant des voies et des solutions apparemment simples et concrètes, source d'adhésions de citoyens de moins en moins enclins « à espérer » des processus alternatifs réformistes sociaux-démocrates. Cette stratégie des extrêmes-droites apparaît comme crédible à partir d'une intense diffusion des pratiques présentées comme à succès de quelques chefs les incarnant reconnus internationalement.

Parentés et différences entre l'extrême-droite chilienne et d'autres dans le monde. L'extrême-droite chilienne partage avec ses homologues des Etats-Unis, d'Amérique latine (Argentine, Équateur, Brésil), d'Europe (Italie, France, Espagne, Allemagne, Hongrie), du Royaume-Uni et de la Turquie, pour mentionner quelques cas, le noyau idéologique suivant : Un conservatisme moral, fondé sur une vision traditionnelle de la famille, un rejet de la politique du genre, et des dissidences et des libertés sexuelles.

I. Un regard nationaliste excluant (les migrants) une invocation de la souveraineté nationale / II. Une perspective autoritaire articulée sur des politiques publiques de sécurité pour affronter la délinquance (que l'on peut résumer par *« la main dure »* contre le crime et les manifestations) / III. Une perspective anti-globalisation et de discrédit à l'égard du multilatéralisme, exprimé par la remise en question de l'ONU et de ses diverses agences, et les thématiques qui y sont liées / IV. Enfin une certaine *« réactivité »* face aux narratives progressistes, les avancées et l'évidence de la science, s'appuyant sur des croyances, doctrines et/ou de simples invocations morales. Mais l'extrême-droite chilienne a des traits qui la distinguent.

Le principal est son fort caractère institutionnel. A la différence des extrême-droites argentine et étatsunienne qui affichent posture et discours ouvertement *« antisystème »*, l'extrême-droite chilienne défend le cadre national existant, reconnaissant la légitimité des procédures démocratiques. Cela est dû en partie à la culture politique chilienne qui n'accorde sa légitimité qu'à des expressions institutionnelles. D'autre part, c'est la conséquence aussi d'une défense de l'institutionnelité basée sur un discours de récupération autoritaire de la Constitution de 1980. De fait certains secteurs de cette nouvelle extrême-droite maintiennent toujours des liens ambigus ave le legs de la dictature civilo-militaire (1973-1990), même s'ils évitent de le revendiquer ouvertement.

Au-delà des valeurs conservatrices caractérisant l'extrême-droite leur expression chilienne accorde une place importante à la politique économique. Cela vient de la défense orthodoxe du système néo-libéral radical mis en place sous la dictature de Pinochet. Cette défense s'exprime spécialement sur le terrain de la privatisation des services et biens publics. Sur ce point l'extrême-droite chilienne maintient la défense du modèle néo-libéral de l'époque Pinochet. Elle défend et valide le processus de *« privatisations »* appliqué dans des secteurs clefs de la production ; la *« réduction »* de l'État dans divers secteurs de services stratégiques ; une disposition à l'ouverture commerciale globale, sans réserve (y compris à l'occasion sans tenir compte de considérations géopolitiques).

Sur ce dernier point on voit des similitudes avec par exemple les postures du mandataire argentin Javier Milei, combinant une vision néo-libérale radicale ave un discours libertarien antiétatique plus disruptif. On constate là une différence avec l'ultradroite des États-Unis et de l'Allemagne qui mêlent protectionnisme, nationalisme économique, et rejet de traités de libre-commerce. Ou dans la même perspective la Hongrie, l'Italie et la Turquie où prime le nationalisme économique avec une intervention étatique plus grande.

LES DÉFIS POLITIQUES POSÉS AU MONDE PROGRESSISTE CHILIEN

Considérant les antécédents de tactique politique et les facteurs plus structurant auxquels s'identifie la nouvelle extrême-droite, le défi pour la démocratie et pour les acteurs progressistes, est de savoir comment réajuster organiquement les institutions démocratiques avec les notions d'efficacité pour construire et mettre en œuvre les

droits et les solutions concrètes attendues des citoyens. En clair le défi est de redonner du contenant effectif à la démocratie et de ne pas la voir seulement comme un ensemble institutionnel dont la légitimité repose sur la façon dont les votes se muent en sièges. Sa légitimité doit reposer aussi sur des processus en mesure de fabriquer une légitimité pertinente sur le bien-être que ses actions assurent au quotidien des citoyens.

Et ce à partir de politiques publiques significatives, territoriales, construites ensemble, apportant une légitimité collective précisément dans les moments de reformulation du tissu politico-social pris dans les cycles d'incertitude et de demandes de changement à échelle globale. De sorte que la reconstruction et la rénovation des capacités institutionnelles de la démocratie permettent de doter d'effectivité sa promesse de construire du bien-être et de l'intégration via l'action collective et se pose en cadre stratégique sur lequel il est possible de projeter les défis les plus urgents des secteurs progressistes pour affronter la croissance des options d'extrême-droite. Ce qui implique au minimum,

I. De générer un nouvel équilibre de la double dimension de la démocratie (représentation-gestion). Pour cela il faut de nouvelles formes de représentation qui prennent en compte les nouveaux sujets, les nouvelles dynamiques sociales et demandes, et aussi les nouvelles formes de gestion des affaires publiques, permettant la prise en charge des demandes et incertitudes de la vie quotidienne. L'un ne va pas sans l'autre, les deux doivent être rénovés simultanément.

II. Les politiques publiques et les changements à faire ne peuvent être fondées sur l'addition des préférences citoyennes, mesurées par des études d'opinion, posées médiatiquement comme majoritaires et basées sur les craintes. Il est nécessaire d'avancer vers une rénovation de la matrice de l'action publique ayant une forte composante contre-culturelle pour contenir certaines tendances actuelles, par exemple relatives à la régulation de l'usage des nouvelles technologies ou des com portements environnementaux.

III Pour développer le point précédent il faut renforcer la capacité de délibération rationnelle publique. Cela suppose de faire un nouveau pari sur la pédagogie civique, historiquement liée au projet de la gauche mais dont on pensait qu'il pouvait être remplacé par des stratégies de communication ou par la formulation purement technique des politiques publiques.

IV En relation directe avec le point antérieur il est urgent de renforcer les partis progressistes paour les rendre capables de soutenir des projets collectifs, plus que des projets individuels, et ainsi leur donnant des attaches avec les attentes surgissant des nouvelles relations sociales, produit d'un modèle de développement exacerbant la concurrence et l'individualisme.

Pour résumer l'essor actuel des extrêmes droites, vu dans la perspective de ce texte, peut se comprendre à partir de sa capacité à interpréter (mieux que la gauche pour l'instant) un ensemble de nouvelles dynamiques sociales et de les traduire de façon efficace dans un cadre institutionnel électoral, en exploitant les incertitudes et les peurs que de nouveaux phénomènes génèrent chez les citoyens provoquant une demande de sécurité. Pour sortir de cette situation, les secteurs de gauche doivent être capables de revitaliser les vieilles instituions démocratiques et transformer les pratiques démocratiques ankylosées en retournant au travail de représentation qu'exigent les nouvelles dynamiques sociales.

Eolo Díaz-Tendero
Directeur de la Fondation Horizonte Ciudadano

SOURCES DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE JAVIER MILEI

Il s'agit ici d'essayer pour commencer de comprendre les sources de la politique extérieure de Javier Milei telles que posées au premier semestre de son gouvernement. Ma lecture de l'action externe de la première année de gestion gouvernementale repo e sur quatre éléments : l'œuvre de Samuel Huntington, des années 1990, l'importance de la religion dans les relations internationales, le rôle de la pensée réactionnaire dans les affaires mondiales contemporaines, et la variable l'anti-diplomatie.

Il y a quelques années, en raison de la revalorisation de la géopolitique, la thèse de **Samuel Huntington** sur le choc des civilisations, - si écoutée à la fin du siècle dernier et au début du millénaire -, était tombée. Cela dit certains de ses arguments sont cités par des responsables politiques, influent sur certains autres, et même sont révélateurs d'aspects de la diplomatie de quelques nations. Pour Huntington, les confrontations traditionnelles inter-étatiques de nature économique et idéologique vont céder le pas à des conflits civilisationnels marqués par une diversité culturelle porteuse de caractéristiques antagoniques.

Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte, bien que pour Huntington, le facteur civilisationnel le plus important soit la religion. Il souligne la croissance de mouvements fondementalistes dans le christianisme, l'islam, le judaïsme, le bouddhisme, et l'hindouisme. Les membres les plus actifs au sein de ces mouvements, selon lui, seraient des jeunes ayant une formation universitaire, des cadres de classe moyenne et des hommes d'affaires. La ligne principale de partage pour lui est celle divisant la civilisation occidentale de l'islamique. Il estime que la croissance de l'Asie orientale aiguisera une rivalité montante entre Occident et culture chinoise, à savoir la Chine. Ce qu'il convient de retenir ici est la pesanteur que pour Huntington ont les croyances les plus orthodoxes et fondementalistes, la transcendance des valeurs, au moment de définir les espaces de coopération comme de conflits mettant en relations différentes parties. La somme de ces facteurs alimente des politiques internationales de croisade déniant l'autre pour le combattre car il professe des croyances et défend des valeurs antithétiques.

La place accordée à la religion dans les études internationales a par ailleurs accru son importance le dernier quart de siècle. Cela est dû au fait que la promesse d'une plus grande sécularisation liée aux processus de modernisation a été mis entre parenthèse par diverses expériences en Occident comme en Orient. La progression de divers types de théocraties, les politiques d gouvernements sous influence religieuse, ou les particularismes de certains chefs politiques, peuvent donner une explication plausible sur les modalités, la chronologie et les raisons de ces influences religieuses sur les politiques extérieures. Quelle qu'en soient les typologies, l'intensité et les réalisations, il s'agit de ce que quelques auteurs appellent de façon générique une politique extérieure théocratique. C'est-à-dire, d'une posture internationale où le dogme commande la politique. En ce qui concerne le rôle particulier joué par les personnes au sommet du pouvoir, on souligne le rôle d'un logiciel cognitif expliquant la vision de l'individu, de la société et du monde par la ferveur religieuse. Une sorte de code opérationnel informe des préférences du leader, ainsi que de ses soucis et de ses fanatismes. Les structures institutionnelles et étatiques encadrent l'arbitraire du comportement ou les excès de ces mandataires, mais là où ils sont absents ou affaiblis, le président exerce une influence non seulement décisive, mais il détermine au pied de la lettre le chemin à suivre sur le front extérieur, que ce soit via des discours, des initiatives et/ou des votations.

Plus récemment plusieurs études détaillées ont mis en évidence la renaissance de la pensée réactionnaire et son impact dans les affaires du monde. Le constat est celui d'une expression politique réactionnaire en interne comme à l'international, qui a pris force et se projette en raison de la transnationalisation des expériences d'extrême-droite. Cette pensée renvoie entre autres, à une perspective de changement historique, et à l'urgence de réparer les menaces et les égarements de la vie contemporaine. Elle exalte un passé glorieux, prometteur et ordonné, opposé à un présent frustrant, dispendieux et chaotique. Elle qualifie négativement certaines idées, personnalités, mouvements politiques, avancées sociales, pratiques culturelles, dynamiques globales, etc…

Elle combine des éléments prémodernes et antimodernes, certaine que l'idéal revendiqué et l'action engagée sauveront l'Occident de ses multiples ennemis

; ennemis que bien des occidentaux sous-estiment ou ignorent. Comme le signale Richard Shorten, on assiste à une diatribe réactionnaire : un discours caractérisé par une rhétorique forte, moralisante et vulgaire, faite de digressions, répétitions, et emphase. De sorte que la politique internationale réactionnaire se manifeste par son langage nostalgique, exprimé dans un style disruptif, illustré par des arguments conspiratoires, reflété par des postures extrémistes, visant à renverser les principes de la diplomatie.

Finalement la diplomatie cherche essentiellement à recourir au discours pour éviter d'utiliser les armes dans les relations entre pays, tout en protégeant en même temps les intérêts de l'État et de la nation. De ce fait des dimensions comme la formation, la connaissance, la prudence, le talent, la tempérance, le tact et la rationalité sont vitaux. En 1957 une étude anglaise de relations internationales de Martin Wight a ciblé et précisé un concept opposé, l'anti-diplomatie. Les sources de cet anti-diplomatie Wight les a trouvées dans des expériences caractérisées par leur quête d'une transformation rédemptrice du monde.

Ce projet modèle apparaissait téméraire dans la mesure où l'ambition messianique qui le fonde pouvait dériver en une dystopie dangereuse. La diplomatie en effet a une valeur systémique, alors que l'anti-diplomatie est anti-systémique. La diplomatie a pour objet les relations entre États, bi ou multilatéralement. Tandis que l'anti-diplomatie passe par des liens transnationaux non gouvernementaux. La diplomatie cherche à élargir et améliorer les contacts et accords passés entre États. L'anti-diplomatie cherche à fabriquer des coalitions et des alliances idéologiques entre semblables, avec des personnages au pouvoir, ont été à la tête de gouvernements, ou participent à des compétions électorales. La diplomatie a pour but la mesure et l'équilibre. L'anti-diplomatie se complait dans l'émotion et la démesure. La diplomatie vise en priorité à défendre et valoriser l'intérêt national. L'anti-diplomatie couvre l'intérêt d'un seul, ou au mieux, de quelques-uns.

Depuis le 10 décembre 2024, Javier Milei a effectué plusieurs déplacements internationaux et a rencontré diverses personnalités et chefs d'État. Il a participé sur un mode grandiloquent à des forums idéologiques, et à des espaces multilatéraux. Il a défini des votes et des postures importantes pour le pays dans différents cénacles des Nations unies. Il a insulté quelques mandataires et signalé son aversion à l'égard de certains pays. Il a clairement formulé ses préférences internationales. Il a abandonné des fondamentaux historiques de la diplomatie argentine. Il a imposé un personnalisme marqué dans divers positionnements mondiaux et régionaux. Il a confondu à plusieurs reprises intérêt personnel et intérêt national. Et tous ces faits, tous ces propos et votes, ont été affichés de façon percutante, qu'il s'agisse de valoriser le choc de civilisation, le rôle de la religion, la pesanteur de la pensée réactionnaire et la pratique de l'anti-diplomatie.

Il a en effet l'esprit vigoureux du croisé pour défendre ce qu'il considère comme les valeurs et la culture de l'Occident, dans leurs expression prémoderne et antimoderne. Une conviction religieuse qui lui est personnelle et unilatérale guide sa rhétorique et moule la conduite du pays à l'international. Un idéal réactionnaire, revendiquant un passé glorieux, imprègne sa vision de l'Argentine et de la dynamique mondiale. Un comportement anti-diplomatique est la marque des gestes, des expressions, et des positionnements du pays.

Milei prétend recréer, sur une expérimentation socio-économique intérieure inédite, l'idée que cette Argentine, pays fragmenté et appauvri, nécessite d'une bataille culturelle sans quartier pour réarmer ses énergies. Son hypothèse est qu'au cœur des combats internationaux il n'y aurait qu'un autre conflit, celui des démocraties contre les autocraties, révélateur d'un regard limité et superficiel des affaires du monde. Cela dit cette idée a un écho sous d'autres latitudes. On voit les progrès effectués par des forces. Et des acteurs qui aspirent à recomposer en même temps la politique intérieure des nations et le système international. Milei fait ainsi, avec sa pratique distante de la diplomatie, partie d'une sorte de « coalition de réactionnaires » qui a retenu l'attention des médias internationaux, et exerce une attraction sur le monde de la finance et sur celui des philanthropes des causes rétrogrades.

Pour résumer la politique extérieure de Milei repose d'abord sur une forme d'esprit huntingtonien, à fort contenu religieux, réactionnaire et anti-diplomatique. Cette politique extérieure, non seulement, n'a pas été sévèrement contestée par l'opposition, mais elle a reçu de fait l'aval de membres et de secteurs partisans qui, avec La Liberté Avance (Note : formation de Javier Milei) soutiennent le gouvernement et appuient au parlement sa gestion. Il conviendrait de rappeler à tous deux, officialises et opposants, qu'en matière de politique internationale à long terme il est préférable de privilégier la continuité, qu'elle est un actif à ne pas dilapider, et que le silence en politique extérieure n'est pas un signe de bonne santé.

Juan Gabriel TOKATLIAN
Université Torcuato Di Tella
Buenos Aires
Traduit par Jean Jacques Kourliandsky

LA DIPLOMATIE DE LA TRONÇONNEUSE À L'ATTAQUE DE L'AMÉRIQUE LATINE

Comment Trump et l'extrême droite redéfinissent les relations internationales. Le nouveau symbole qui unit les droites et leurs politiques dans les Amériques est une tronçonneuse. C'est au président argentin Javier Milei que l'on doit cette innovation. La tronçonneuse en question est imposante avec son moteur rouge foncé et sa lame en acier brillant, gravée d'une devise qui semble résumer l'esprit du temps : *« Viva la libertad, carajo ! »*, littéralement, « Vive la liberté, putain !».

Javier Milei en a fait personnaliser un exemplaire par un artisan libertarien de Villa Urquiza, dans la banlieue nord de Buenos Aires. Il l'a glissée dans un grand carton noir pour l'emmener à Washington, fin février 2025. Un cadeau pour **Elon Musk**, devenu homme fort de la deuxième administration de **Donald Trump**. Dans une vidéo diffusée sur X par la présidence argentine, on voit Milei serrer dans ses bras avec effusion Musk, qui sourit avec un brin de réticence. Un épais collier de rappeur doré autour du cou et d'énormes lunettes noires, en dépit du fait que la réunion ait lieu dans le salon sans fenêtre d'un hôtel, Musk brandit la tronçonneuse et commence à la secouer, multipliant au passage les poses phalliques. « *Nous allons l'installer au siège du DOGE* », annonce-t-il.

Doge est l'acronyme de Département de l'efficacité gouvernementale que Musk commande depuis l'investiture de Trump avec l'objectif de détruire systématiquement, pièce par pièce, les services et politiques publiques des États-Unis. C'est aussi le nom d'une cryptomonnaie qui lui est chère. Ce jour-là, au côté d'un *Milei extatique*, Musk présente son nouveau trophée sur la scène de la CPAC (Conférence politique d'action conservatrice), la réunion annuelle de l'extrême-droite des États-Unis te désormais du monde entier. Devant des milliers de fans en délire, Musk lance : « *C'est la tronçonneuse de la bureaucratie* ». Dans la foulée Milei fait l'éloge de la croisade de son idole : « *la seule solution rationnelle consiste à réduire les États à leur plus petite taille possible* », résume-t-il, avant de préciser : « *notre méthode est similaire à celle de notre cher ami Elon Musk (..) Aller bureau par bureau, garder ce qui fonctionne et se débarrasser du reste. C'est pourquoi je lui ai offert une tronçonneuse* ».

La convergence destructrice entre Milei et Trump (et Musk) va pourtant bien au-delà du symbolisme des outils tranchants. Les droites radicales – dans les Amériques comme en Europe et en Asie - partagent une vision profondément réactionnaire de la politique. A commencer par le plus basique, car ces droites visent d'abord à défendre les bases « *traditionnelles* » de la société centrées sur des hiérarchies clairement définies en termes de race, de genre, ou de questions sociales et sexuelles. Elles s'opposent ainsi aux bouleversements imposés ces dernières années par les mouvements pour l'affirmation des droits – notamment des droits d'expression, politiques, sociaux, sexuels, reproductifs, environnementaux, d'égalité, de mémoire historique.

Face à la consolidation de sociétés plus multiethniques et diversifiées, avec l'érosion des institutions, des relations et des hiérarchies « *naturelles* » qui soutiennent les ordres sociopolitiques établis (Dieu/église, nation/patrie, famille, patriarcat, etc.) les droites radicales réagissent en tentant d'imposer une conception du monde dans laquelle, comme l'affirmait **John Locke** au XVIIe siècle, au nom de la liberté individuelle, le seul droit que les États ont le devoir de garantir est le droit de propriété. Dans cette vision traditionnaliste, il n'y a pas de place pour les droits économiques et sociaux, tels qu'ils sont définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, ratifiée par les Nations unies en 1948. Au contraire, les citoyens les plus pauvres, les bénéficiaires des programmes sociaux et les retraités sont transformés en ennemis de l'État. L'État-providence devient lui-même une cible à abattre.

Cette conception de la politique et du rôle des États a des implications profondes sur la diplomatie. Elle est intrinsèquement hostile au système multilatéral construit autour des Nations unies qui régit les relations internationales depuis 1945. Car le principe de base du multilatéralisme est la cession négociée de parcelles de souveraineté nationale afin que plusieurs pays puissent trouver ensemble des solutions communes à des problèmes trop vastes pu trop généraux comme la crise climatique, les migrations de masse, les épidémies mondiales, pour être résolus par une seule nation aussi puissante économiquement et/ou militairement soit-elle.

Au contraire, le nationalisme et le souverainisme, communs aux droites radicales, considèrent la souveraineté et l'intérêt national comme absolus, d'où le slogan, *America First ! « L'Amérique d'abord ! »*. Il est donc hostile aux organisations internationales, méprise les visions cosmopolites du monde et envisage les relations internationales exclusivement en termes de concurrence et de rapports de force, -de « *l'intérêt net et brut* » -, pour reprendre les

termes de **Celso Amorim**, ministre des affaires étrangères durant les deux premiers mandats de **Luiz Inacio Lula da Silva** au Brésil (2003-2010), aujourd'hui conseiller du président.

Ces tendances étaient déjà évidentes lors du premier passage de Trump au pouvoir (2017-2021), ainsi que pendant le gouvernement de Jair Bolsonaro au Brésil (2019-2022). Trump qui n'a jamais caché son mépris pour les Nations unies (*« un club où les gens se rencontrent, discutent et passent un bon moment »*), a été cohérent avec son discours. Les États unis ont supprimé le financement de diverses agences du système onusien sur la base de critères idéologiques, -en s'attaquant, par exemple, à l'UNFPA, l'agence chargée de la planification familiale et de la lutte contre les décès en couches, en l'accusant de favoriser les politiques pro-avortement, et à l'UNRWA, l'agence de soutien aux réfugiés palestiniens. Ils ont également retardé le paiement des contributions obligatoires de Washington au Secrétariat de l'ONU.

Plus important encore, Trump avait ordonné, pendant son premier mandat, le retrait des États unis de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au plus fort de la pandémie de Covid 19, de l'Accord de Paris sur le changement climatique, du Pacte mondial des migrations et du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Ces mesures ont ensuite été annulées avec l'élection de Joe Bide, à l'exception de la suspension des financements de l'UNRWA, faussement justifiée par son attitude facilitatrice lors des attaques du Hamas en Israël le 7 octobre 2023.

Les actions de la diplomatie brésilienne pendant la présidence de Bolsonaro ont été aussi une démonstration exemplaire des dangers que la montée des acteurs de droite radicale représente pour le système multilatéral. Le Brésil, qui a toujours été un pilier solide du multilatéralisme, y compris pendant la dictature militaire de 1964-1985-, a commencé à promouvoir un programme très régressif en matière de droits de l'homme dans les forums des Nations unies, en attaquant fortement les politiques liées aux droits sexuels et reproductifs, aux migrations et à la lutte contre le changement climatique. Pour Bolsonaro, les droits de l'homme ne sont que « le fumier des voyous » et les Nations unies « un lieu de rencontre pour les communistes ». Peu après son investiture, il a d'ailleurs annoncé que le Brésil renonçait à accueillir la conférence sur le changement climatique COP25, prévue pour 2019.

Le gouvernement de Bolsonaro a soutenu des organisations conservatrices en tant que partenaires nationaux, régionaux et internationaux, au détriment des organisations progressistes de défense des droits de l'homme. Les institutions évangélistes fondementalistes sont devenues des acteurs clés dans la définition de la politique étrangère et intérieure du Brésil. Le gouvernement a également parrainé des coalitions avec d'autres acteurs autoritaires et d'extrême-droite, étatiques et non étatiques, afin de promouvoir des contre-récits et d'influencer le système des nations unies. En outre, en 2020 Trump et Bolsonaro ont créé le *« Consensus de Genève »*, un groupe de 39 gouvernements conservateurs soutenant des politiques antiféministes agressives et contre le droit à l'avortement .

Le gouvernement Bolsonaro a également opéré un virage à 180 degrés sur la politique d'insertion multilatérale et d'intégration régionale de l'Amérique du Sud, une politique d'État depuis la fin de la dictature militaire. Le Brésil a fortement réduit son engagement envers le MERCOSUR (marché commun avec l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay) et s'est retiré de la plupart des organisations régionales créées ou renforcées par les précédents gouvernements progressistes, telles que l'UNASUR (Union des nations sud-américaines) et la CELAC (Communauté des États Latino-américains et Caribéens). Dans le cas des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, ultérieurement élargie à dix autres pays), le gouvernement Bolsonaro a minimisé sa participation, laissant la Chine devenir, le pays d'ancrage du bloc.

La très juste victoire de Lula sur Bolsonaro en 2022, n'a pas suffi à inverser le désenchantement bolsonariste à l'égard de l'Amérique latine. Détruire les institutions est bien plus facile que de les construire ou de les reconstruire. L'élection de Milei en Argentine en 2023 a compliqué la situation : le nouveau président méprise le MERCOSUR, s'oppose à l'idée de reconstruire l'UNASUR, et bloque autant qu'il le peut les activités de la CELAC. Il a rejeté l'invitation faite à l'Argentine de rejoindre les BRICS, saisissant toutes les occasions pour s'attaquer à l'ONU et à toutes les organisations internationales. Dans ses discours, Milei s'en prend à l'État, aux gauchistes, aux féministes, au wokisme, aux militants des droits de l'homme, à la mémoire des victimes de la dernière dictature militaire. Il a été soutenu dès sa campagne électorale par l'extrême-droite américaine, avec son vaste réseau d'instituts de recherche et de think-tanks, Musk et son X, ainsi que par un grand nombre de médias conservateurs aux États-Unis et dans le monde, tous enchantés par sa politique anti-droits et hyper-néo-libérale à la tronçonneuse .

Milei a retourné la faveur en soutenant publiquement la candidature de Trump dès février 2024, lors de la traditionnelle réunion annuelle de la CPAC. Dix jours après la victoire du milliardaire américain, le Président argentin a été le premier chef d'État étranger à le rencontrer dans la station touristique de Mar-a-Lago en Floride. Milei a ordonné à la diplomatie argentine de s'aligner pleinement sur les politiques de la nouvelle administration nord-américaine, avant même l'investiture de Trump.

Au point que l'Argentine a été la seule nation au monde, parmi les 193 États membres des Nations unies, à voter le 14 novembre 2024 contre une résolution de l'Assemblée générale appelant à « intensifier les efforts pour prévenir et éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles » (les États-Unis, encore en présidence Biden ont voté pour). Milei qui avait invité le Président ukrainien **Volodymyr Zelensky** à sa cérémonie d'investiture à Buenos Aires en lui donnant une place d'honneur, s'est adapté aux nouvelles instructions venant de Washington et a intimé à son représentant de s'abstenir lors

du vote à l'ONU le 24 février 2025 d'une motion condamnant l'invasion russe et exigeant le retrait des troupes de Vladimir Poutine.

Le retour de Trump à la Maison Blanche a provoqué un bouleversement des relations internationales à l'échelle mondiale, avec un fort impact négatif en Amérique latine. Dans son discours d'investiture, Trump a d'ailleurs présenté comme modèle d'inspiration William McKinley, le dernier président américain du XIXe siècle reconnu comme le père de l'impérialisme américain. Protectionniste convaincu et expansionniste déterminé, McKinley après une guerre gagnée contre l'Espagne, en 1898, a pris le contrôle de Cuba, et de Porto-Rico dans la Caraïbe et en Asie Des Philippines. La même année il a décrété l'annexion de Hawaï. Son successeur Teddy Roosevelt a poursuivi cette voie expansionniste en articulant la stratégie dite « du bâton », résumée dans la devise « parle doucement et porte un gros bâton, tu iras loin ».
En réalité Trump ne parle pas doucement : il a annoncé qu'il voulait le Groenland (territoire danois), reprendre le contrôle du canal de Panama (acheté par la suite par le méga groupe d'investissement américain BlackRock), après avoir rebaptisé le Golfe du Mexique, « Golfe d'Amérique ». Sur un ton à peine taquin, il a également déclaré, que le Canada devrait devenir le 51e État des États unis.

Trump a bien intégré le concept du bâton. Chaque jour il fait déferler une rafale de mesures agressives et unilatérales, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. Le seul jour de son investiture, le 20 janvier 2025, il a signé 26 « ordres exécutifs » différents qui entre autres attaques contre le système multilatéral ont retiré les États unis de l'Accord de paris sur le changement climatique, et celui de l'OMS, le gel immédiat pour 90 jours de l'aide humanitaire et des fonds de coopération internationale. Dans la foulée, Milei, a annoncé que l'Argentine aussi sortirait de l'OMS et de l'Accord de paris. Deux semaines plus tard, Elon Musk, en charge d'un nouveau Département de l'efficacité gouvernementale, a désossé l'Agence pour le développement international (USAID), et ses programmes d'aide d'urgence humanitaire, -médicaments pour les porteurs du VIH, fonds pour la lutte contre la malaria et le virus Ébola-, et d'aide au développement pour les pays les plus pauvres .

Le 4 février 2025, Trump a signé un autre décret, annonçant que dans les six mois à venir, une analyse serait effectuée pour savoir si les États -Unis resteraient ou non membres des organisations internationales dont le pays est membre. Trump a également retiré les Etats-Unis de l'UNRWA, du Conseil des droits de l'homme de l'ONU et annoncé son intention de réévaluer leur participation à l'UNESCO. Fin mars la presse annonçait la suspension des financements américains à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La Maison Blanche a indiqué que le Président imposerait des sanctions à la Cour Pénale Internationale (CPI), jugée hostile aux Etats-Unis et à leurs alliés, Israël en particulier. De façon plus inattendue des douzaines de programmes d'aide symboliques, de l'Institut républicain international, lié au parti du Président, de soutien aux opposants et aux prisonniers politiques à Cuba, au Nicaragua, au Venezuela, ont également été supprimés, ne « répondant pas » selon le Secrétariat d'État, à « l'intérêt national » des Etats-Unis. .

Conformément à l'admiration professée pour le protectionnisme du président McKinley, Trump a sapé en quelques semaines l'architecture commerciale mondiale en imposant ou en menaçant d'imposer de lourds droits de douane aux produits importés aux États-Unis. Le bâton

des droits de douane a été utilisé contre des adversaires (la Chine), des partenaires de libre-échange (le Mexique et le Canada), des alliés, anciens (l'Europe) et nouveaux (l'Argentine de Milei), le Brésil de Lula étant par ailleurs grevé de 25 % supplémentaires sur ses exportations d'acier et d'aluminium.

Au-delà l'objectif annoncé par Trump de stimuler la production industrielle nationale, ces droits de douane sont aussi utilisés comme armes politiques. Trump a menacé d'imposer des droits de 100% aux pays du groupe BRICS, qui représentent la moitié de la population et 41% du PIB mondiaux, au cas où ils tenteraient de mettre en place des alternatives au dollar comme moyen de paiement international. Des droits de 25% ont été imposés fin mars sur tous les produits en provenance de pays achetant directement ou indirectement du pétrole au Venezuela, pour « couper les bouées de sauvetage financier du régime corrompu de Nicolas Maduro et réduire son influence déstabilisatrice dans l'hémisphère occidental ».

C'est le Mexique, dont l'économie est depuis trente ans inextricablement intégrée à celle des États-Unis qui est dans la posture la plus délicate. La présidente progressiste Claudia Sheinbaum est parvenue avec habileté à jouer entre les concessions à Trump (militarisation de la frontière nord pour diminuer le flux de migrants, extradition aux États unis de 28 grands trafiquants de drogue au mépris de toute procédure judiciaire) et la défense de la « souveraineté mexicaine ». Mais la décision de Trump, annoncée le 27 mars, d'imposer 25% de droits de douane sur les véhicules importés du Mexique, sur les SUV et les pièces détachées est un nouveau coup dur pour le Mexique, comme pour la Japon et la Corée. Les usines mexicaines produisent près de 40% des véhicules importés annuellement par les États unis .

Au sud du Mexique, le président du Salvador Nayib Bukele, icône de la droite radicale des Amériques pour sa politique de lutte contre la criminalité aux méthodes ultra-autoritaires, efficaces mais discutées du fait des violations des droits de l'homme, est devenu un allié précieux de la croisade trumpiste contre les migrants clandestins. Il a accepté d'accueillir dans ses prisons de haute sécurité quelques centaines de vénézuéliens, accusés sans preuve, ni procès, d'être membres des trafiquants de drogue et donc des terroristes. Il reçoit pour chacun de ces prisonniers 20 000 dollars par an . Casquette bleue, montre rolex en or, la secrétaire chargée de la sécurité intérieure, Kristi Noem, a visité la prison et s'est fait photographier devant une cellule remplie de prisonniers. « N'entrez pas illégalement dans notre pays » leur a-t-elle dit, d'un ton menaçant, « vous serez expulsés et poursuivis en justice. Sachez que cette installation est l'un des outils que nous utiliserons si vous commettez des crimes contre le peuple américain ».

Les deux fronts d'attaque simultanées de Donald Trump, la destruction du système diplomatique multilatéral et des règles commerciales mondiales, sont de mauvaises nouvelles pour l'Amérique latine. Depuis l'époque de la Société des Nations, l'ancêtre de l'ONU, les pays de la région se sont accrochés au multilatéralisme pour renforcer leur influence internationale. En 1945 sur 51 pays membres de l'ONU, vingt étaient latino-américains. L'affaiblissement des Nations unies et du système multilatéral diminuerait encore le poids géopolitique de la région, qui ne représente que 7,3% du PIB mondial et ne dispose pas de capacités militaires significatives. L'Amérique latine, par choix, est la seule région du monde sans armement nucléaire. L'Amérique latine est par ailleurs bousculée diplomatiquement et économiquement par l'agressivité de Trump. Depuis 2010 la Chine est le principal partenaire commercial de l'Amérique du Sud. Le Mexique et l'Amérique centrale sont restés dans l'orbite des États unis. Elle finance de gigantesques travaux d'infrastructure tout en intensifiant les relations politiques de haut niveau dans la région .

Résister à Trump à la nostalgie de la doctrine Monroe, président ayant formulé au XIXème siècle que l'Amérique devait être sous la protection des États-Unis, suppose estime le brésilien Celso Amorim d'avoir la capacité de renforcer l'intégration de l'Amérique du Sud. Pour lui la région devrait chercher à maintenir les relations les plus fluides possibles avec les grandes puissances économiques (Chine, et États unis), et militaires (Chine, États unis et Russie). Vient ensuite, selon lui, l'Europe. « Si l'Europe était intelligente et moins attachée à certains concepts, elle signerait l'accord Mercosur-Union européenne » a déclaré Amorim dans une récente interview au quotidien Folha de São Paulo. « Cela montrerait que l'Europe est encore présente dans le monde, qu'elle agit de manière indépendante ».

La montée de l'extrême droite rend cependant beaucoup plus complexe la création d'un front diplomatique uni. Si les candidats alignés sur le trumpisme l'emportent dans le grand tour électoral des prochains mois (Bolivie, Chili, Colombie, Pérou, Brésil...) l'Amérique du Sud pourrait revenir à l'époque de l'alignement automatique sur Washington, comme aux pires moments du cycle des dictatures militaires des années 1960-1980. Les conséquences pour les libertés civiles, les droits de l'homme et l'environnement seraient dévastatrices.

Giancarlo SUMA
Ex-Directeur de la communication de l'ONU (Brésil, Mexique, Afrique de l'Ouest)
Co-fondateur de l'Institut latino-américain du multilatéralisme (ILAM-Rio de Janeiro)